



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 23 mai 2023

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE 2023143-0001

modifiant l'arrêté préfectoral N°2018 030-0001 du 30/01/2018 autorisant la société BOURNET SERGE & FILLE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de gypse située aux lieux-dits « Camp d'en Caris », « Tarrabeu », « La Guichère », « Terrière », « Prat de Taulière » sur le territoire de la commune de LESQUERDE

pour ce qui concerne la désignation sociale et l'emplacement de la plate-forme engins

Le Préfet des Pyrénées-Orientales

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018.030-0001 du 30/01/2018 autorisant la société BOURNET SERGE & FILLE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de gypse située aux lieux-dits « Camp d'en Caris », « Tarrabeu », « La Guichère », « Terrière », « Prat de Taulière » sur le territoire de la commune de LESQUERDE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022.144-0001 du 24/05/2022 modifiant l'arrêté n°2018.030-0001 du 30/01/2018 ;

Vu le courrier du 08/09/2022 de la société BOURNET GYPSE signalant la modification de la dénomination sociale de l'entreprise BOURNET Serge & Fille, devenue BOURNET GYPSE, suite à l'acquisition à compter du 31/08/2022, de la carrière par la société LAFARGE GRANULATS et que cette modification n'amène aucun autre changement sur les caractéristiques de la société, notamment le statut juridique, le capital social et les numéros SIREN / SIRET sont inchangés ;

Vu le courrier de la société BOURNET GYPSE du 03/04/2023 demandant la modification de l'article 8.1.8 de l'arrêté n°2018.030-0001 du 30/01/2018 pour ce qui concerne l'emplacement de la plate-forme engins ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12/05/2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur pour observations éventuelles le 11/05/2023 ;

Vu le courriel de l'exploitant en réponse à la procédure contradictoire du 12/05/2023 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification de l'emplacement de la plate-forme engins ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la CDNPS ;

.../...

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : modification de la désignation sociale de l'entreprise

À l'article 1.1.1 « Exploitant titulaire de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°2018.030-0001 du 30/01/2018 susvisé, la dénomination de la société est remplacée par « BOURNET GYPSE (SIRET n°521 798 413 00014) ».

ARTICLE 2 : modification de l'emplacement de la plate-forme engins

Le premier alinéa de l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral n°2018.030-0001 du 30/01/2018 susvisé est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant :

« L'entretien des engins de chantier est réalisé sur une aire placée à l'intérieur de la carrière souterraine, étanche, entourée par un caniveau ou un rebord formant cuvette de rétention, reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. »

Le dernier alinéa de l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral n°2018.030-0001 du 30/01/2018 susvisé est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant :

« Des produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir les hydrocarbures ou les produits polluants accidentellement répandus seront stockés et disponibles à proximité du poste de distribution et de la plate-forme engins, avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. »

ARTICLE 3 : délais et dispositions transitoires

La plate-forme engins est mise en conformité avec les dispositions prévues à l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral n°2018.030-0001 du 30/01/2018 susvisé avant fin septembre 2023.

Dans l'attente de la mise en conformité l'exploitant met en place des mesures compensatoires pour maîtriser le risque de pollution consécutif à un épandage accidentel de produits dangereux ou polluants, et notamment :

- réalisation des entretiens sur une aire de gypse stabilisée située à l'intérieur de la carrière ;
- présence au niveau de l'aire d'un kit antipollution et rappel aux employés de la consigne d'intervention en cas de déversement accidentel ;
- vérification par le personnel de la carrière après chaque intervention des entreprises extérieures chargées de l'entretien, de la propreté de la zone et nettoyage des éventuelles égouttures résiduelles

ARTICLE 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

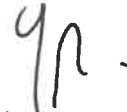
soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Lesquerde, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet, et par délégation,

Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Yn' followed by a period.

Yohann MARCON

